

Nous nous souvenons du territoire : la géographie québécoise face aux mémoires autochtones

We remember the land: Quebec geography and the question of Indigenous memory

Remembranzas del territorio: la Geografía quebequense delante la memoria autóctona

Caroline DESBIENS, Étienne RIVARD et Irène HIRT

Volume 61, numéro 173, septembre 2017

La géographie québécoise : un regard particulier ?

Version originale soumise en février 2017. Version révisée reçue en décembre 2017.

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1049374ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1049374ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

DESBIENS, C., RIVARD, É. & HIRT, I. (2017). Nous nous souvenons du territoire : la géographie québécoise face aux mémoires autochtones. *Cahiers de géographie du Québec*, 61(173), 293–313. <https://doi.org/10.7202/1049374ar>

Résumé de l'article

Au Québec, plusieurs identités collectives liées au territoire coexistent, mais elles n'ont pas toutes la même visibilité. En 2006, Étienne Rivard avait parlé d'une « géographie de l'absence » en ce qui a trait à la question autochtone. Partant de ce constat, nous abordons la disproportion entre l'importance des questions autochtones dans l'actualité et l'apport des géographes pour comprendre ces problématiques. Si la géographie universitaire gomme parfois la diversité des territorialités québécoises, les Inuit et les Premières Nations, en revanche, ne cessent de tracer les lignes de ce que pourrait être une compréhension du Québec intégrant pleinement les composantes autochtones du territoire. À travers deux exemples – l'un portant sur la toponymie et l'autre sur un festival culturel –, nous abordons la visibilité grandissante des Autochtones dans l'espace québécois, autant dans les régions nordiques qu'en milieu urbain.

Nous nous souvenons du territoire : la géographie québécoise face aux mémoires autochtones

*We remember the land:
Quebec geography and the question
of Indigenous memory*

*Remembranzas del territorio:
la Geografía quebequense delante
la memoria autóctona*

Caroline DESBIENS
Université Laval
caroline.desbiens@ggr.ulaval.ca

Étienne RIVARD
Université de Saint-Boniface
erivard@ustboniface.ca

Irène HIRT
Laboratoire Passages (CNRS-UMR 5319, Bordeaux)
irene.hirt@cnrs.fr

Résumé

Au Québec, plusieurs identités collectives liées au territoire coexistent, mais elles n'ont pas toutes la même visibilité. En 2006, Étienne Rivard avait parlé d'une « géographie de l'absence » en ce qui a trait à la question autochtone. Partant de ce constat, nous abordons la disproportion entre l'importance des questions autochtones dans l'actualité et l'apport des géographes pour comprendre ces problématiques. Si la géographie universitaire gomme parfois la diversité des territorialités québécoises, les Inuit et les Premières Nations, en revanche, ne cessent de tracer les lignes de ce que pourrait être une compréhension du Québec intégrant pleinement les composantes autochtones du territoire. À travers deux exemples – l'un portant sur la toponymie et l'autre sur un festival culturel –, nous abordons la visibilité grandissante des Autochtones dans l'espace québécois, autant dans les régions nordiques qu'en milieu urbain.

Mots-clés

Territoire, Autochtones, Louis-Edmond Hamelin, visibilité, toponymie, géosymboles, Québec, Canada, décolonisation.

Abstract

In Quebec, many collective territorial identities coexist, but they do not all have the same visibility. In 2006, Étienne Rivard spoke of a “geography of absence” regarding questions of Indigenous territorial identity. Starting from this premise, we explore the unevenness between the importance of Indigenous issues in current affairs and the contribution of geographers in shedding light on these issues. If Quebec academic geography often glosses over the diversity of territorialities in the province, Inuit and First Nations, on the other hand, continue to trace the outlines of what an understanding of Quebec that fully integrates the Indigenous components of its territory could be. Using two examples – one relating to place names and the other to an Indigenous cultural festival – we discuss the growing visibility of Indigenous peoples in Quebec space, in Northern as well as urban regions.

Keywords

Territory, Indigenous, Louis-Edmond Hamelin, visibility, place names, geosymbols, Quebec, Canada, decolonisation.



Resumen

En Quebec coexistent varias identidades colectivas vinculadas al territorio, pero no todas son igualmente perceptibles. Etienne Rivard calificó de “geografía de la ausencia” la manera de tratar el tema indígena. A partir de esa aserción, estudiamos la disparidad actual entre la importancia del tema indígena y el aporte de los geógrafos para entender la problemática. Si la geografía universitaria quebequense borra a veces la diversidad territorial quebequense, en cambio, los Inuit y las Primeras Naciones no paran de delinear lo que podría ayudar a comprender un Quebec que integre completamente los componentes indígenas del territorio. A partir de dos ejemplos – uno sobre la toponimia y el otro sobre una fiesta cultural – analizamos la visibilidad creciente de los pueblos indígenas en el espacio quebequense, tanto en las regiones nórdicas que en el medio urbano.

Palabras claves

Territorio, pueblos indígenas, Louis-Edmond Hamelin, visibilidad, toponimia, geosímbolos, Quebec, Canadá, descolonización.

Introduction

Pour tout géographe qui s'intéresse au Québec, la pensée de Louis-Edmond Hamelin éclaire le champ des idées et lui donne ses lignes de force. Linguiste tout autant que géographe, c'est par un patient travail sur les mots que Hamelin a su trouver des voies de compréhension de phénomènes existants et en construire d'autres vers ceux qui, en retour, *pourraient* exister. La réflexion que nous présentons ici s'amorce, elle aussi, à partir des mots : ceux qui nous parlent du territoire, avec lesquels nous parlons du territoire et, à travers cette grammaire, entrons en relation avec lui, tant au niveau culturel que politique et économique. Il existe, au Québec, un terme administratif pour désigner une aire géographique située hors des limites d'une municipalité : il s'agit d'un « territoire non organisé » (TNO).¹ Banal vocabulaire technique, peut-être, l'expression suscite pourtant une réflexion ontologique lorsque, à l'instar de Hamelin et plusieurs autres géographes, on considère que les représentations du territoire en conditionnent l'utilisation (Berque, 2014).

Hors des cadres définis par l'aménagement étatique, le territoire serait-il en proie à une forme de « désordre » territorial ? En réalité, à l'intérieur des TNO, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) accorde des « droits » miniers, forestiers, de villégiature et de pourvoirie, sans compter la présence des zones d'exploitation contrôlée (ZEC), des parcs et autres types d'aires protégées, des réserves à castor et des réglementations zonales de la chasse et de la pêche. Autrement dit, contrairement à ce que leur appellation laisse penser, il s'agit de territoires fort organisés. Mais *par*

¹ Le terme est défini au Chapitre II (article 7) de la *Loi sur l'organisation territoriale municipale* comme : « Toute partie du territoire du Québec qui n'est pas celui d'une municipalité locale » (Légis Québec, 2017). Les TNO sont des terres publiques non municipalisées sous la gestion du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), lesquelles se distinguent des Terres publiques intra-municipales (TPI) et du Grand tenant, situé plus au nord. Les TNO sont délimités, portent des noms, disposent de routes et sont soumis à la gestion des Municipalités régionales de comté (MRC) et du Plan d'affectation des terres publiques (PATP) du MERN. Il faut mentionner que des catégories de terres comparables existent ailleurs au Canada sous d'autres appellations. En Ontario, notamment, les termes de *Unorganized territory* ou *Unorganized area* sont employés. Nous remercions Martin Simard pour son apport à notre compréhension des TNO.

qui et pour qui? La question mérite d'être posée, car il appert que la majorité des TNO sont situés sur des terres qui n'ont pas fait l'objet de traités avec les Autochtones, qui y réclament pourtant la reconnaissance de leurs droits. Il importe donc de se questionner sur ce que l'expression révèle de la vision territoriale de l'État québécois, et ce qu'elle cache de la réalité de l'occupation du territoire. En effet, les Premières Nations et les Inuit n'ont-ils pas eux aussi «organisé» et structuré ces territoires de manière efficace, conséquente avec leurs propres modes de vie? Qui déambule dans le champ sémantique entourant la notion de TNO n'aura pas à cheminer bien loin pour rejoindre celles de *terra nullius* et de *wilderness*, autres repères-clés de la pensée coloniale (Harris, 2006).

Derrière le langage administratif se matérialise en effet, selon nous, une vision de ce qui constitue un écoumène aux yeux de la société majoritaire, vision qui intègre difficilement les territorialités autochtones. Dans les années 1960, Hamelin avait élaboré une «Typologie de l'écoumène canadien» (Hamelin, 1966). Le portrait qui s'en dégage est celui d'une base lourde dessinant une bande de population amassée à la frontière des États-Unis et d'un Nord qu'on dirait presque aérien tant les empreintes humaines, comme enclavées dans le vide, seraient peu nombreuses et dispersées. Réflétant une pensée territoriale angoissée, car en mal de combler ce vide, Hamelin soulignait qu'«entre des cellules vivantes, le vide pèse» (*Idem*, dans Desbiens, 2012a : 645).² Ce vide pesant émane d'une image résolument sudiste de ce qu'est le Nord ; ce que Sherrill Grace, parmi d'autres chercheurs ayant analysé les imaginaires du Nord, a nommé «l'Idée du Nord» (Grace, 2002 ; Hulan, 2002 ; Chartier, 2007 ; Desbiens, 2008 ; 2015). Loin d'opposer de manière simpliste l'idée du Nord et sa prétendue réalité, Grace (2002) nous amène plutôt à réfléchir sur les conceptions multiples d'un même espace et sur la manière dont ces conceptions opèrent dans les différentes sphères de la vie sociale et politique. Au Québec, plusieurs idées et identités collectives du Nord coexistent, mais elles n'ont pas toutes la même visibilité, ni le même poids. Espace flottant et aux contours flous pour les uns, le Nord est, pour les autres, un espace plein, bien défini. S'il ne pèse pas beaucoup dans la balance démographique du pays, pour les populations locales, il est résolument lourd en termes de sens, de connaissances, d'histoire et de devenir.

Ce décalage entre les représentations d'un Nord non *écoumé* et la profondeur de son humanisation par les Inuit et les Premières Nations est mis au jour par la visibilité grandissante des peuples autochtones dans l'espace public, non seulement au Québec, mais dans tout le Canada. Projet géographique s'il en est un, la géographie québécoise n'est pas encore pleinement impliquée dans l'analyse et la mise en valeur de cette visibilité qui, à bien des égards, est nécessairement territoriale avant de pouvoir être politique, sociale ou culturelle. Si «la géographie universitaire québécoise semble mal engagée dans le virage mental profond devant la mener à une vision juste et véritable d'un Québec total» (Rivard, 2006 : 390), les Inuit et les Premières Nations, en revanche, ne cessent de tracer les lignes de ce que pourrait être une compréhension du Québec qui intégrerait pleinement les composantes autochtones du territoire. À travers deux exemples significatifs – l'un portant sur la toponymie au Nunavik et l'autre sur un festival culturel montréalais –, notre objectif est d'aborder cette visibilité grandissante des Autochtones dans l'espace québécois, autant dans les régions nordiques qu'en milieu urbain.

2 Une carte de Statistique Canada illustre cette projection assez répandue de l'écoumène et du non-écoumène canadien (Statistique Canada, 2008).



D'entrée de jeu, nous devons énoncer les limites de ce que nous présentons ici : notre réflexion est construite à partir des sources disponibles et non sur une enquête approfondie auprès des individus pour documenter leurs propres perspectives sur ce que nous interprétons comme une visibilité montante des peuples autochtones, au sein du territoire. Selon leur positionnement géographique et leur contexte particulier, beaucoup de communautés considéreront que, au contraire, cette visibilité n'est que parcellaire et la portée des actions visant à restaurer les mémoires autochtones, encore trop restreinte. Notre objectif est d'évaluer le sens de l'affirmation des présences autochtones pour une identité, une géographie, mais aussi une historiographie, québécoises renouvelées. Ce faisant, notre article recense certaines spécificités de la géographie québécoise, mais adopte aussi une approche prospective en proposant des champs à investir dans une optique de « justice spatiale » (Hirt et Collignon, 2017). En tant que chercheurs ayant participé – ensemble et séparément, et ceci, au Québec, au Canada et en Amérique du Sud – à plusieurs projets de recherche partenariale avec les Inuit, les Métis et les Premières Nations, notre engagement pour les approches critiques et *décoloniales* est partie intégrante de l'analyse que nous présentons ici. Mais avant de procéder à cette analyse, posons d'abord les termes qui orientent notre discussion.

Désigner le tout par la partie : métonymie de l'espace laurentien

Ainsi, le Québec du sud occupe seulement le tiers de l'étendue de la péninsule, mais a l'habitude de se prendre pour le tout du Québec (Hamelin, 2005).

Dans un texte publié par le quotidien *Le Devoir*, Hamelin s'adressait ainsi aux Québécois de toutes options politiques pour leur rappeler, une fois de plus, ce qu'on pourrait désigner comme un déficit territorial de la pensée, déficit qu'il qualifie de « chaînon manquant de tous les discours » (*Ibid.*). Au fil des débats autour de sa devise « Je me souviens », le Québec a toujours su maintenir, mais aussi renouveler, ses remparts contre l'amnésie collective en ce qui a trait à son histoire et à sa mémoire. Il reste que la société québécoise fait face à une certaine amnésie territoriale – sorte de carence de conscience spatiale – lorsqu'il est question de ses premiers ancrages géographiques. Le vocabulaire administratif qui en vient à désigner TNO des territoires, voire des terroirs, que les Autochtones ont humanisés depuis de nombreux siècles n'est qu'un exemple de cette carence. Alors que le terme *amnésie* peut renvoyer à la perte de mémoire historique, quel mot faudrait-il employer pour désigner un phénomène similaire en géographie ? Il y a ainsi, au Québec, un « trou de mémoire » (Aquin, 1968) géographique qui s'explique en partie par le fait que la province n'a pas suffisamment intégré l'extension de ses frontières – qui s'est accomplie en deux temps, soit en 1898 et en 1912 – de la vallée du Saint-Laurent jusqu'au détroit d'Hudson.³ On retrouve, dans la vallée du Saint-Laurent, des reliques langagières de cet ancrage colonial qui font que le discours géographique est fortement teinté par ce qui est en fait une métonymie territoriale :

3 Autrefois Terre de Rupert, la partie septentrionale est un ajout récent au territoire du Québec. La frontière nord de la province a été repoussée à la suite de l'adoption des deux lois fédérales d'extension des frontières de Québec. La frontière provinciale tracée en 1898 suit la rive orientale de la baie James jusqu'à l'embouchure de la rivière Eastmain, puis l'Eastmain vers le nord-est et la rivière Hamilton jusqu'à la frontière occidentale du Labrador. En 1912, la frontière est repoussée jusqu'aux rives du détroit d'Hudson et de la baie d'Ungava, où elle se trouve encore aujourd'hui. Pour une analyse approfondie des impacts de l'extension territoriale du Québec, consultez Dorion (1967).

[Le Québec] cet unique mot est utilisé comme titre d'ouvrages ne traitant que de la Laurentie; des bulletins météo parlent de «centre du Québec» pour la seule section Mauricie-Saguenay. Les gens d'aujourd'hui n'ont pas encore consciencisé la nordication administrative du territoire qui s'est faite il y a plus de 100 ans. Le vocabulaire toujours sudiste fait comme un frein à la perception de la réalité pan-Québec (Hamelin, 2005).

S'appuyant sur le texte *L'Entièreté du Québec, le cas du Nord de Hamelin*, publié en 1998, la graphiste Maude Lahaie a créé une représentation visuelle (figure 1) qui capte de manière saisissante à la fois les enjeux d'identité nationale, de mémoire et de géographie que sous-tend la pensée du père de la «nordicité» (Hamelin, 1976; Lahaie, 1998). L'image du drapeau québécois amputé de ses fleurs de lys dans les deux quarts supérieurs en dit long sur la nature partielle et incomplète des symboles nationaux québécois. Si d'aucuns s'empresseront de repositionner mentalement la fleur de lys dans ces carrés vacants, d'autres amorceront une réflexion plus critique: ce symbole de l'identité francophone a-t-il réellement sa place au Québec nordique ou ne faudrait-il pas plutôt apposer d'autres icônes, plus proches des identités autochtones, dans la partie supérieure du drapeau?

Figure 1 Représentation de Maude Lahaie à partir de Hamelin, 1989



Source: Maude Lahaie, en collaboration avec Christian Bourassa, Christyne Landry, Marc Landry, Mathieu Morin et Gabriel St-Jean

Ceux et celles qui voudront y réfléchir risquent de ne pas se tourner d'emblée vers la géographie humaine pour s'alimenter. En effet, malgré quelques exceptions, la géographie québécoise a encore trop peu investi le champ des analyses sociales et culturelles de l'espace nordique, laissant plutôt la place aux anthropologues (Feit, 1973; Lévesque, 1991; Scott, 1996; Morantz, 2002; Saladin d'Anglure, 2004; Dorais 2008; Laugrand, 2015 – pour n'indiquer que ceux-là) et autres chercheurs des sciences humaines (Martin, 2003; Beaulieu *et al.*, 2013; Duhaime *et al.*, 2013; Rodon, 2013;

Salée et Lévesque, 2016; etc.).⁴ *A contrario*, il existe une abondante littérature scientifique sur la géographie physique de ces territoires. Nombre de géographes québécois se sont investis dans des programmes de recherche approfondis sur, notamment, le pergélisol (Allard et Lemay, 2012), la géoscience côtière (Dionne et Bernatchez, 2000), la géoarchéologie (Lemieux *et al.*, 2011), la géomorphologie (Lajeunesse, 2008) ou encore la biogéographie (Garneau *et al.*, 2014; Pienitz et Cournoyer, 2017), pour plusieurs d'entre eux au sein du Centre d'études nordiques (CEN) (CEN, 2017). Au fil des années, ces chercheurs ont développé un corpus de données qui confirme l'utilité de la géographie physique pour la compréhension des milieux nordiques, ceci, au sein d'équipes qui sont cependant multidisciplinaires. Une telle affirmation de la géographie humaine n'est toujours pas au rendez-vous dans les études autochtones pour nous aider

4 Comme le mentionnait Rivard (2006), les travaux des géographes Caroline Desbiens (2012a, 2012b, 2014, 2015), Jean Morisset (2000), Étienne Rivard (2012b, 2013, 2016) et George Wenzel (1991) sont l'exception, tout comme ceux de Nicole Gombay (2013), Frédéric Lasserre (1998) ou Monica Mulrennan (1998).



à comprendre les dimensions spatiales des sociétés, et ce, malgré la richesse théorique et méthodologique que recèle la discipline. Pensons aux travaux de Raffestin (1980), Bonnemaïson (1981), Courville (2000), Bédard (2002) ou Di Méo et Buléon (2005).

L'étude des nombreuses facettes de l'autochtonie révèle pourtant des dimensions spatiales, et territoriales, hautement structurantes. Alors que leurs pratiques et identités se déclinent non seulement sur la réserve ou en région éloignée, mais désormais aussi en milieu urbain – où vivent 56% des Autochtones du Canada – de même que dans les sphères virtuelles que sont les réseaux sociaux, les dimensions spatiales de l'autochtonie dépassent largement la vision traditionnelle, souvent stéréotypée, du territoire comme foyer de pratiques ancestrales (AANC, 2011). Si, pour beaucoup d'individus, l'appartenance à des territoires ancestraux continue d'être très valorisée, elle s'enrichit de toute une variété de pratiques et d'imaginaires territoriaux qui intègrent, renouvellent et redirigent les ancrages affectifs et matériels dans les territoires historiques qui, d'ailleurs, sont de plus en plus morcelés. Or, quelles sont les formes et spécificités de cette nouvelle géographie autochtone? Plus encore, quel est le portrait global de l'évolution des territoires autochtones, notamment la géographie de leur érosion, que ce soit par la propriété privée, l'exploitation des ressources ou le millefeuille administratif auquel ils sont soumis? Les schèmes explicatifs issus des sciences politiques, de la sociologie ou du droit ne peuvent pas, à eux seuls, rendre toute la portée de cette érosion, et encore moins dans une perspective centrée sur l'espace. Qui plus est, une meilleure analyse des imaginaires géographiques autochtones ne permettrait-elle pas de retrouver une variété de «sens des lieux» dans un monde qui se constitue à mesure que les individus le parcourent et l'habitent (Dorais, 2008: 12)?

Alors que les Autochtones affirment et prennent de plus en plus leur place dans l'espace public, il faudrait densifier la carte québécoise afin de mieux illustrer la diversité des occupations, des mémoires et des perceptions du territoire. Après la montée des approches quantitatives, surtout pendant les décennies 1950 et 1960, la géographie humaine a redonné une place centrale à l'être humain et à sa subjectivité dans les années 1970 et 1980, avec le développement de la géographie des perceptions et des représentations. Depuis, la géographie n'a cessé de poursuivre son retour en force vers les humanités afin d'approfondir sa lecture culturelle et sociale des espaces.⁵ Des approches cartographiques fondées sur les sciences humaines occupent une bonne place dans cette activité scientifique, assistées par de nouveaux outils qui – au-delà des projections dites «objectives» de la cartographie moderne – intègrent aux cartes toute une variété de données qualitatives, dont récits, émotions, subjectivités, ou encore sens des lieux et de l'histoire.⁶ Margaret Pearce et Michael Hermann, par exemple, en expérimentant de nouvelles techniques narratives et graphiques, ont inclus la multiplicité des géographies émotionnelles et des expériences de l'espace dans la cartographie historique de l'Amérique du Nord. Ce faisant, ils ont cherché à décoloniser la cartographie en y incluant la voix et les récits autochtones,

5 La vigueur de l'activité scientifique autour de ces approches est reflétée par le nombre de colloques et séances tenus dans des congrès internationaux et par la création récente de deux revues scientifiques qui diffusent ces travaux : *Emotion Space and Society* depuis 2008 et *GeoHumanities*, dernière née des revues de l'American Association of Geographers (AAG) qui a vu le jour en 2015.

6 Le système d'information géographique *Story Maps* (Cartes de narration) est un exemple parmi d'autres de ces outils (ESRI, 2017).

traditionnellement passés sous silence (Pearce, 2008 ; Pearce et Hermann, 2010). Participant à ce renouveau, le concept de *deep mapping* fédère les cadres théoriques et méthodologiques qui guident les recherches : « *Deep maps are not confined to the tangible or material, but include the discursive and ideological dimensions of place, the dreams, hopes, and fears of residents – they are, in short, positioned between matter and meaning* » (Bodenhamer et al., 2015 : 3).

Cette densification de la carte, les peuples autochtones du Québec la pratiquent depuis de nombreuses décennies, et de manière plus visible au moins depuis les années 1970. En effet, c'est à la suite de l'annonce du projet hydroélectrique de la Baie-James, sans consultation préalable avec eux, que les peuples du Nord (Cris [Eeyouch], Inuit et Naskapis) ont rappelé l'existence de leurs droits non cédés sur les territoires convoités pour le développement (CBJNQ, 1998). Leur mobilisation a mené à la ratification du premier « traité moderne »⁷ signé au Canada (Convention de la Baie-James et du Nord québécois [CBJNQ] en 1975), lequel ne constitue toutefois que l'étape initiale d'un long processus de justice spatiale pour la province, les autres Premières Nations du Québec détenant des droits au même titre, droits qu'elles tentent également de faire reconnaître.⁸

Tel que s'exprimait Essimeu « Tite » McKenzie dans le film *Une tente sur Mars*, sur le développement minier à Schefferville, si les « Blancs » rêvent d'aller sur la planète Mars, les Innus quant à eux « rêvent de leur territoire » (Bureau et Renaud, 2008). Or, comment rendre compte de ce rêve, de sa réalité, et des géographies autochtones qu'ils dessinent ensemble dans l'espace québécois, tout autant urbain que nordique ? Autrement dit, comment mieux saisir les ontologies spatiales des Inuit et des Premières Nations qui cohabitent tantôt avec l'amnésie territoriale de l'histoire coloniale, tantôt avec la métonymie laurentienne et ses velléités conquérantes, les remettant sans cesse en question ? Voilà autant de questions auxquelles la géographie humaine québécoise peut apporter de riches éléments de réponse si elle s'y emploie en étroite collaboration, bien sûr, avec les communautés concernées. Nous nous tournons maintenant vers des exemples de cette visibilité, témoins de la résilience des géographies autochtones, avant d'évaluer leur importance pour un nouveau récit conjoint de la mémoire et du territoire québécois.

Espace vécu, espace nommé : les lacs Tasiujaq et Wiyâshâkimî

En février 2016, apparaissaient dans la région administrative Nord-du-Québec (Nunavik) deux nouveaux noms – Tasiujaq et Wiyâshâkimî – pour désigner des entités géographiques majeures, soit les plans d'eau anciennement appelés « lac Guillaume-Delisle » et « lac à l'Eau Claire » (figure 2).⁹ Tous deux sont situés dans le parc national Tursujuq, dont la gestion relève de Parcs du Nunavik, un organisme

7 Par opposition aux traités historiques signés entre 1701 et 1923.

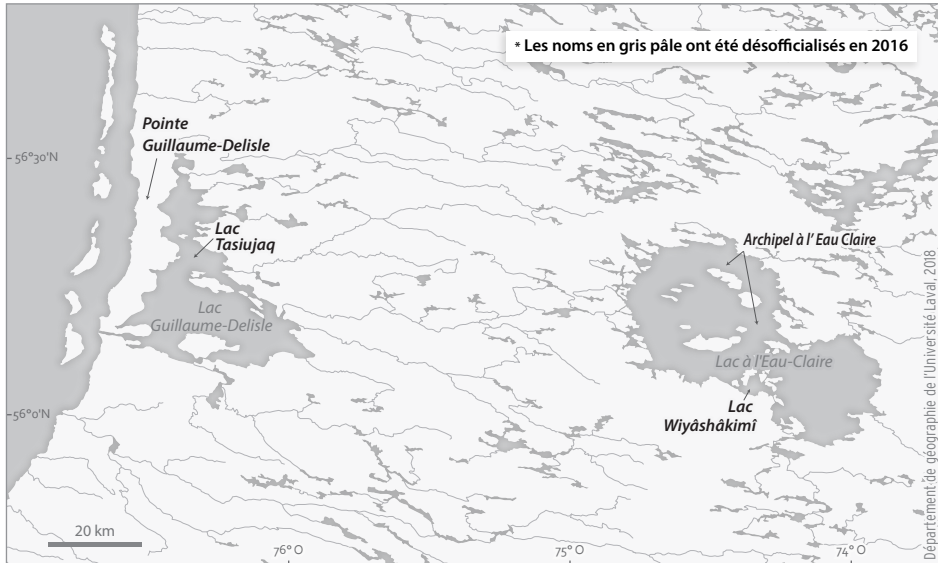
8 En ce qui a trait à ce processus, citons les événements d'Oka, en 1990, suivis de la Commission royale sur les peuples autochtones (AADNC, 1991) ; la Commission de vérité et réconciliation sur les écoles résidentielles (CVR, 2015) ; l'annonce, en 2016, d'une enquête nationale canadienne, et son pendant québécois, sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ; ou le mouvement Idle No More (Idle No More, 2017) qui possède son propre chapitre au Québec et continue de soutenir la prise de parole des Autochtones en reliant les tribunes locales et internationales.

9 Notre analyse, dans cette section, est basée sur des sources bibliographiques et journalistiques ainsi que sur des informations présentées dans le site web de la Commission de toponymie (CTQ, 2017a).



de l'Administration régionale Kativik (ARK), et du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). Ce changement fait suite à une résolution adoptée par l'ARK en mai 2008, suivie d'une demande formelle adressée à la Commission de toponymie du Québec (CTQ) quelques mois plus tard et dans laquelle étaient suggérés ces nouveaux noms, accompagnés d'une description de leur sens et de leur utilisation par la population locale.

Figure 2 Évolution de la toponymie du Lac Tasiujaq et du Lac Wiyâshâkimî



Source: http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/references-utiles/communiqués-de-presse/2015/202_avis-intention.aspx (dernier accès 21 février 2017).

Le lac Tasiujaq forme un triangle d'une superficie de 712 km²; il est situé sur la rive est de la baie d'Hudson, dont il est séparé par une étroite bande rocheuse. Baie ou lac selon les perspectives, Tasiujaq n'est en effet pas entièrement coupé de la baie d'Hudson, mais relié à elle par un chenal de 5 km (Le Goulet) à travers lequel pénètrent l'eau salée et les marées, ces dernières faisant fluctuer le niveau du lac de plusieurs centimètres. Des falaises encerclent le lac Tasiujaq qui, avec leur hauteur moyenne de 365 m, forment les cuestas les plus élevées de la province (Desrosiers et Gendron, 2004 : 9-16). Le décrochement terrestre visible sur plus de 250 km de la côte de la baie d'Hudson compose un relief escarpé peu propice à l'établissement humain. Toutefois, le terrain rehaussé formant une protection contre les puissants vents d'ouest, tout porte à croire que les brèches présentes dans ce relief furent habitées (*Idem* : 12-13). Le Goulet, situé à sa pointe sud, est un site de chasse et un campement hivernal longuement fréquenté par les Inuit, comme en témoignent l'histoire et les légendes locales (ARK, 2016). Malgré ce patrimoine, le nom du cartographe français Guillaume Delisle (1675-1726) fut attribué au lac en 1962, à la suite de plusieurs autres toponymes anglais.¹⁰

Le lac à l'Eau Claire, devenu Wiyâshâkimî, est situé à l'intérieur des terres, à l'est du lac Tasiujaq. Avec ses 1 383 km², il est le deuxième plus grand lac naturel du Québec

10 Pour la liste de ces toponymes, consulter la *Banque de noms de lieux de la CTQ* en ligne (CTQ, 2016a).

après le lac Mistassini (2 335 km²).¹¹ Sa morphologie est tout aussi exceptionnelle que celle du lac Tasiujaq : sa forme, deux bassins ronds situés côte à côte, serait le résultat de l'impact d'astéroïdes jumeaux, mais cette hypothèse est actuellement remise en question (Vivian, 2014). Large de 33 km et long de 71 km, le lac Wiyâshâkimî est ainsi divisé en deux sections par une série d'îles de dimensions variables. Il est la source principale de la rivière à l'Eau Claire, qui se jette dans le lac Tasiujaq, environ 70 km à l'ouest (CTQ, 2016b). Albert Peter Low aurait lui-même attribué le toponyme anglais « Clearwater » à ce plan d'eau, soulignant l'impressionnante limpidité et profondeur des eaux du lac. L'appellation française « à l'Eau Claire » fut, elle, adoptée en 1946.¹²

L'évolution de la toponymie pour ces deux lacs, soit le changement de l'anglais au français suivi de l'officialisation des noms inuit et cri, témoigne des présences et rapports culturels dans cette région. Plus qu'un simple processus de remplacement séquentiel d'un toponyme par un autre, les changements de noms effectués en 2016 représentent une action réfléchie pour favoriser à la fois coexistence et dialogue dans le paysage toponymique. En effet, les noms qui désignaient précédemment ces deux lacs – Guillaume-Delisle (depuis 1962) et À l'Eau Claire (depuis 1946) – ont été réutilisés pour nommer d'autres entités géographiques qui sont une partie intégrante de ce milieu. Ainsi, l'ancien toponyme du lac Tasiujaq a été assigné à la péninsule qui sépare le lac de la baie d'Hudson : la haute bande rocheuse est désormais nommée « Pointe Guillaume-Delisle ». Quant au lac Wiyâshâkimî, les îles qui s'y trouvent sont devenues l'archipel « à l'Eau Claire ». Puisque le toponyme cri signifie « plan d'eau claire », les deux langues utilisées dans la toponymie convergent donc vers une vision partagée de ce qui constitue une caractéristique déterminante de cette entité géographique. Par ces nouvelles dénominations, la CTQ rend encore plus visible l'héritage autochtone de cette région et maintient également deux noms d'origine française « qui désignent désormais des entités géographiques jusqu'alors innommées » (CTQ, 2016c). Cet héritage autochtone est en majorité inuit au Nunavik, mais il inclut également les Cris avec un village, Whapmagoostui, situé sur la côte de la baie d'Hudson près de Kuujuarapik. Cette proximité se reflète elle aussi dans la toponymie : alors que Tasiujaq signifie « qui ressemble à un lac »,¹³ les Cris désignaient le même lac « Iyaatiwinapaakw », ce qui signifie « le lac qui est presque à la mer [baie d'Hudson] » (CTQ, 2017b). Finalement, les Inuit désignaient le lac Wiyâshâkimî « Allait Qasigialingat » – soit « le lac des Cris où il y a des phoques d'eau douce » en langue inuktitut – reconnaissant, par ce nom, l'occupation du territoire par les Cris dans cette région.

Certains diront que des toponymes somme toute assez communs ont été choisis pour cette désignation : on retrouve en effet plusieurs lieux nommés « Tasiujaq », au Nunavik, de même que nombre de lacs « à l'Eau Claire » à l'échelle du Québec et du Canada. Indépendamment de la fréquence ou du lyrisme des noms choisis, la qualité exceptionnelle de ces nouveaux noms réside dans le fait que les deux lacs sont parmi les plus vastes au Québec. Puisqu'il s'agit d'entités géographiques majeures, la portée

11 Créés par suite de la construction d'infrastructures hydroélectriques, les réservoirs Caniapiscou (4 318 km²), Robert-Bourassa (2 835 km²), Manicouagan (1 942 km²) et Gouin (1 570 km²) constituent les plans d'eau les plus vastes au Québec (Atlas canadien, 2017).

12 « Dans l'ensemble du Québec, on compte une cinquantaine d'entités géographiques, majoritairement des lacs, qui portent le nom *Eau Claire* » (CTQ, 2016b).

13 Souvent en référence à une baie, comme l'indique l'emploi de ce toponyme dans d'autres lieux au Nunavik.



symbolique de même que la visibilité des noms inuit et cri qui les désignent désormais s'en trouvent décuplées. Il faut également souligner que la diversité des héritages culturels présents dans cette région a été conservée dans ces noms qui forment un nouvel assemblage toponymique. Si la cohabitation est toujours un exercice de consensus, le paysage nordique, dans ce cas-ci, est devenu le terrain même de cet exercice. Alors que, à une autre époque, plusieurs noms de lieux autochtones avaient été remplacés ou francisés, dans cette région (Saladin d'Anglure, 2004 : 109), leur réinscription en 2016 témoigne de la résilience du sens des lieux – fondé sur les pratiques – pour les peuples du Nunavik. La visibilité accrue du patrimoine toponymique des Cris et Inuit, au Nunavik, contribue non seulement à affirmer le sens du territoire pour les populations locales, mais à le faire rayonner dans l'ensemble du Québec. La CTQ travaille de concert avec les instances inuit pour continuer d'officialiser d'autres toponymes au Nunavik (CTQ, 2017c). Forte de sa richesse théorique, la géographie québécoise peut jouer un rôle actif dans ce processus qui est en marche.

« La ville est territoire » : mémoire autochtone dans les milieux urbains

On pourrait penser que pareille résilience de la mémoire autochtone ne s'applique que dans les régions éloignées où les Inuit et les Premières Nations sont majoritaires et/ou ont maintenu leur accès au territoire malgré la sédentarisation, l'accaparement foncier, la gouvernance externe, l'exploitation des ressources et le développement industriel, depuis les XIX^e ou XX^e siècles selon les régions (Duhaime, 1985 ; Salisbury, 1986 ; Morantz, 2002).¹⁴ À l'échelle du Canada, les revendications territoriales autochtones ont révélé des aires ancestrales autochtones de très vastes dimensions ; pensons, entre autres, à l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (1993), à l'Accord définitif Nisga'a (1999) ou, en ce qui concerne le Québec, à la CBJNQ (1975).¹⁵

En contrepartie, les régions urbaines sont rarement envisagées comme des territoires avec lesquels les populations autochtones maintiennent des liens patrimoniaux. Alors que, tel que mentionné plus tôt, à l'échelle du Canada, la majorité des Autochtones vivent en milieu urbain, cette population est souvent perçue comme le résultat de migrations récentes hors des réserves, sorte de « diaspora » dont le territoire ancestral serait nécessairement un ailleurs non urbain (Comat, 2014). Pour les Premières Nations, cette perception s'explique en partie par la création des réserves. Limitant la mobilité des individus, les réserves ont mis en place un « régime d'authenticité » par l'attribution du Statut indien. Ce dernier comporte une dimension géographique puisqu'il fonctionne comme une « assignation à territorialité » (Hancock, 2008), en l'occurrence la réserve (Desbiens *et al.*, 2016). Au fil du temps, autochtonie et urbanité en sont venus à s'opposer, même à sembler mutuellement exclusives : « *For decades, public discourses have defined Aboriginal and urban cultures as incompatible. Migration to the city was interpreted as a decision to leave rural communities and cultures, and to assimilate into mainstream society* » (Newhouse et Peters, 2003 : 6-7).

14 Pour une représentation cartographique du poids relatif des Premières Nations selon les divisions de recensement, consulter Rivard (2016 : 47).

15 Pour les détails de ces ententes, consulter *Lois, ententes, traités et revendications territoriales* (AANC, 2017).

L'idée qu'autochtonie et urbanité seraient incompatibles véhicule ainsi une image faussée des identités et territorialités autochtones, mais aussi du territoire québécois. Lors d'une enquête effectuée en 2011 sur les repères culturels et géosymboles (Bonnemaison, 1981) autochtones dans la ville de Val-d'Or (Desbiens et Sepúlveda, à paraître), l'un des participants à la recherche avait remis cette perspective en question de manière simple et directe en déclarant : « La ville est territoire ». Dans cette municipalité du Moyen-Nord québécois, l'expression renvoyait au fait que Val-d'Or est située dans les territoires de chasse ancestraux des Anishinaabe.¹⁶ Des neuf communautés anishinaabe du Québec issues du processus de sédentarisation, au moins trois se trouvent aujourd'hui à proximité de cette municipalité créée en 1935. Nombre de villes québécoises sont également établies au cœur de territoires culturels autochtones, que ce soit en région (Shefferville [Innus et Naskapis] ; Chibougamau [Cris] ; La Tuque [Atikamekw] ; Saguenay, Roberval [Innuatsh] ; Gaspé [Micmacs]), ou dans le bassin et sur les rives du fleuve Saint-Laurent (Tadoussac, Baie-Comeau, Sept-Îles [Innus] ; Rivière-du-Loup, Rimouski [Malécites] ; Trois-Rivières [Abénaquis]). Les deux plus grands centres urbains de la province n'échappent pas à cette réalité puisque les Mohawk et les Wendat ont des liens patrimoniaux avec Montréal et Québec, soit deux agglomérations d'importance qui furent historiquement des aires d'établissement et carrefours d'échanges commerciaux stratégiques pour les peuples iroquoiens et algonquiens.¹⁷ À ces attachements culturels fondés sur des relations anciennes avec des territoires qui se sont graduellement urbanisés, il faut ajouter d'autres liens plus récents, tissés au fil des vagues de migration par des Autochtones de toutes les régions du Québec qui convergent vers les grandes villes, en particulier Montréal. On pourrait ainsi parler d'un multiculturalisme autochtone dans les régions urbaines où des individus de toutes les nations se côtoient et développent des institutions qui répondent à leurs besoins (Desbiens et Lévesque, 2016).¹⁸ Un autre phénomène à considérer pour ramener autochtonie et urbanité dans une même sphère conceptuelle est le fait qu'une proportion grandissante d'Autochtones sont désormais nés en ville et affirment leur identité culturelle dans cet espace.¹⁹

Le festival montréalais *Présence autochtone* est à la fois l'incarnation et le fer de lance de cette autochtonie urbaine – et, inversement, urbanité autochtone – qui gagne en visibilité (figure 2). Il se tient à Montréal depuis 1990 et est coordonné par Terres en vues, un organisme œuvrant pour la diffusion des productions culturelles autochtones. Orientée à ses débuts sur la présentation de films, la programmation de ce festival s'est diversifiée pour inclure conférences, expositions d'art, concerts, dégustations gastronomiques et autres activités mettant en valeur les cultures autochtones du

16 Les Anishinaabe sont aussi connus comme les Algonquins, mot qui signifie « peuple des origines ». Il n'existe pas de graphie standardisée et l'on trouve aussi les variantes *Anishnaabe*, *Anishnabek*, *Anishnabeg*, *Anicinape*, etc.

17 Cette liste est présentée à titre d'exemple seulement et ne constitue pas une négation des autres affiliations et revendications qui peuvent s'ajouter à ce tableau général.

18 Parmi ces institutions, on trouve les Centres d'amitié autochtones ainsi que d'autres structures officielles et informelles que David Newhouse qualifie d'« infrastructure invisible » (Newhouse, 2003).

19 Le documentaire *Retour à Hochelaga (Ka'wahse)* fait état de cette réalité (Cornellier, 2013).



Québec et d'ailleurs.²⁰ Le cofondateur et directeur du festival, André Dudemaine, souligne l'importance des espaces urbains pour l'affirmation et le rayonnement des cultures autochtones, lorsqu'il décrit la mission du festival en ces termes :

Nous nous voyons un peu comme le pont entre Montréal et les communautés, c'est important d'avoir des liens avec le territoire. Avec Présence autochtone, nous faisons la preuve que ce lien n'est pas antagonique, mais productif. Des artistes implantés dans des milieux très riches sur le plan patrimonial peuvent trouver dans la métropole un tremplin pour rayonner à l'international. Le festival s'inscrit aussi dans le cadre d'une réconciliation avec le patrimoine autochtone, qui appartient à tous, car c'est un patrimoine humain (Quartier des spectacles Montréal, 2016).

Au sujet de la valeur de la rencontre avec les cultures autochtones pour les Montréalais, il poursuit : « Contrairement à ce que nous pourrions penser, plusieurs Autochtones habitent la ville. Ils continuent cependant d'avoir des liens avec leur territoire et c'est tant mieux. Cette rencontre, elle permet à Montréal de reprendre ses couleurs originales ». Lorsque Dudemaine évoque la possibilité pour Montréal de « reprendre ses couleurs originales » par cette manifestation culturelle, il semblerait que ce processus s'est joué sur une question toute géographique, à savoir « où » tenir le festival. Dans le centre de la ville ou dans des espaces périphériques de moindre visibilité, voire en banlieue ? D'ordre éminemment pratique, cette question rejoint pourtant toute la complexité du rapport à l'histoire et à la géographie dans une société issue de la colonisation et fondée sur le mythe de la *terra nullius*. Ainsi, selon les représentations de la métropole, quelle est la place des cultures autochtones dans la ville et quelle place l'administration de Montréal est-elle prête à leur « donner » ?

Si, dans ses premières années, le festival s'est tenu dans différents lieux selon sa programmation, il a connu une période de consolidation et de croissance lorsque les activités se sont concentrées au parc Émilie-Gamelin, dans le Quartier latin. Pour des raisons logistiques, les organisateurs souhaitaient trouver un lieu mieux adapté pour leur site central. Ayant entrepris des discussions en ce sens avec la Ville de Montréal, celle-ci a évoqué l'idée de déplacer l'activité, peut-être même en région où se situent la majorité des communautés autochtones.²¹ Cette option n'a pas été retenue et, depuis 2010, l'activité se déploie sur un site incontournable – voire un « haut-lieu » (Bédard, 2002) des manifestations culturelles à Montréal, soit la place des Festivals dans le Quartier des spectacles, qui a récemment été l'objet d'un réaménagement urbain.²² Sur cet emplacement, sont érigés des tipis de différentes dimensions pendant la durée du festival ; stylisés, hauts en couleurs et disposés dans une scénographie qui sert de toile de fond aux concerts en plein air, ces structures ont une fonction pratique, mais aussi symbolique car elles redessinent, et *resignifient*, le paysage urbain à l'aide d'un langage visuel autochtone (figure 3). Si ces géosymboles ne sont pas permanents, ils

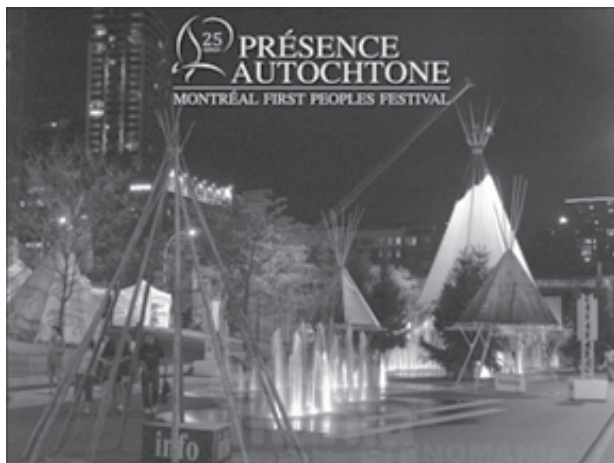
20 Pendant plusieurs années, le festival a coïncidé avec les célébrations entourant la Journée nationale des Autochtones, célébrée le 21 juin au moment du solstice d'été. En 2016, l'évènement a été déplacé dans une nouvelle plage horaire, soit au début du mois d'août.

21 André Dudemaine a partagé ces propos lors du colloque *Reconfiguration : paysage culturel et réconciliation* tenu par Terres en Vues et le Réseau Dialog à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), le 8 décembre 2015. Le colloque portait sur les rapports du territoire montréalais à son héritage autochtone et sur l'apport des Inuit et des Premières Nations à l'identité du lieu afin de redonner un nouvel imaginaire à l'espace public de la métropole. Pour la programmation, consultez le site web de Présence autochtone (2015).

22 Pour un historique du Quartier des spectacles et les détails du projet de revitalisation dont il a fait l'objet, consultez le site web du Quartier des spectacles de Montréal (2017).

reviennent toutefois régulièrement sur la place des Festivals et s'imposent de plus en plus comme un repère géographique mais aussi temporel, pendant la période estivale.²³ Ainsi, Présence autochtone est à l'image des grands rassemblements d'autrefois où, au terme d'un long hiver ou avant de repartir en territoire, les familles convergeaient vers des lieux centraux.

Figure 3 Présence autochtone sur la place des Festivals, Quartier des spectacles



Source: <http://linitiative.ca/news/view/2604> (dernier accès 21 février 2017).

Dans un essai où elles proposent un cadre pour réaliser une histoire autochtone de l'urbanité, Nathalie Kermoal et Carole Lévesque soulignent que « [l]e passage du temps sur la ville (surtout à travers le travail des urbanistes) crée indubitablement une perte » (Kermoal et Lévesque, 2010 : 71). Ainsi, la réinscription des peuples et patrimoines autochtones dans l'espace urbain « passe par la compréhension des absences, des silences, des altérations et des subtilités » (*Idem* : 70).

Toutefois, comme en milieu nordique où la résilience des patrimoines inuit et cri s'exprime à travers la toponymie, la volonté, qui est celle de Présence autochtone, de replacer la ville dans une symbolique territoriale autochtone – soit d'affirmer que « la ville est territoire » – est signe que plusieurs temporalités et territorialités coexistent encore aujourd'hui dans les aires urbaines, malgré leur constant renouvellement. En effet, les savoirs autochtones révèlent que les phases d'humanisation se superposent plus qu'elles ne se succèdent. Ainsi, « le lieu urbain se réfère toujours à une pratique présente dans la mesure où il est recomposé et qu'il réinvestit les lieux anciens (Dosse, 2003). Malgré cela, les gens ont la capacité de se souvenir... » (*Idem* : 72).

C'est pour encourager cette capacité que le festival Présence autochtone proposait, dans son édition 2016, une « toponymie sauvage » visant à ramener des noms de lieux autochtones sur la carte. Le 5 août 2016, la place des Festivals était temporairement rebaptisée « place Makushamit » qui signifie, en innu, « là où se tient la fête » (Montpetit 2016). Même temporaire et non officielle, une telle action laisse trace dans la mémoire urbaine, de même qu'elle ouvre la possibilité d'une éventuelle réinscription plus pérenne. Dans la foulée, l'ajout officiel, à l'été 2017, d'un symbole autochtone au drapeau montréalais – soit le pin blanc, un arbre indigène au Canada – est signe que le territoire québécois s'autochtonise ou plutôt, pour faire écho aux propos d'André Dudemaine, qu'il « reprend ses couleurs originales ». Symbole de « la paix,

²³ Le circuit des pow-wow, qui se tiennent pendant l'été au Québec, au Canada et aux États-Unis, est un autre élément important de la visibilité et du marquage spatial des Autochtones, mais son analyse dépasse le cadre de cet article. Pour un historique du pow-wow, consultez Ellis *et al.* (2005).



de l'harmonie et de la concorde», le pin blanc inséré au centre du drapeau est venu s'ajouter aux éléments déjà présents pour symboliser les «peuples fondateurs» de la ville, soit les Français (le lys), les Anglais (la rose), les Écossais (le chardon) et les Irlandais (le trèfle) (Corriveau 2017). De manière significative, le drapeau a été inauguré pour souligner le 10^e anniversaire de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (ONU, 2007), adoptée par le Canada le 29 juin 2016, et donc favoriser une démarche de réconciliation.

Conclusion

La montée en visibilité des espaces et mémoires autochtones ouvre de nouvelles voies de recherche partenariale avec les communautés pour la géographie humaine et historique au Québec. En guise de conclusion, nous revenons à Louis-Edmond Hamelin et son texte paru dans *Le Devoir*. Il cite l'historien, sociologue et écrivain québécois Gérard Bouchard pour qui «une contrée est aussi une représentation symbolique» (Hamelin, 2005). À l'aide de deux exemples succincts, l'un tiré du Québec nordique et l'autre du Québec urbain, nous avons voulu démontrer comment la visibilité territoriale développée par les Autochtones contribue à symboliser autrement l'espace québécois comme un espace pleinement humanisé, d'hier à aujourd'hui, par les Inuit et les Premières Nations. Loin de se cantonner au Nord et autres régions «périphériques», cette symbolisation correspond à «l'entièreté» du territoire québécois, car elle s'applique aussi aux régions urbaines. Ce faisant, la visibilité grandissante des Autochtones remet en question les représentations non seulement de la géographie, mais aussi de l'histoire. Car, au Québec comme ailleurs au Canada, la géographie et l'histoire ont forgé ensemble le mythe que le territoire était «sans maître» avant l'arrivée des Européens et que les sociétés autochtones étaient vouées à disparaître sous la poussée de la colonisation. Les symboles et marqueurs dominants de l'espace national se rapportent le plus souvent à l'expérience pionnière, celle de la construction d'un espace «neuf», occultant les territorialités et temporalités autochtones qui, pourtant, continuent d'exister. Des noms de lieux qui persistent et se renouvellent jusqu'aux manifestations culturelles hors des réserves de l'autochtonie, la présence de plus en plus affirmée des Inuit et des Premières Nations à la grandeur du Québec est une invitation à revoir ces mythes au contact des processus sociaux qui évoluent présentement. Les exemples décrits ci-haut sont la preuve que, même si des tensions et oppositions persistent, la construction d'autres lieux, symboles et récits où coexistent l'ensemble des patrimoines québécois est chose possible.

Si la géographie peut jouer un rôle important dans ce processus, c'est à condition d'entamer une réflexion critique sur les rapports entre l'identité, la mémoire et le territoire québécois. Comme la Colombie-Britannique, le Québec a ceci de particulier que – au contraire des autres provinces canadiennes – aucun traité historique n'y fut signé (avant la CBJNQ en 1975). Toutefois, l'horizon colonial au Québec est beaucoup plus élargi qu'en Colombie-Britannique puisque les rapports entre les premiers peuples et les colons y ont pris leur essor au XVII^e siècle, alors qu'ils se sont réellement implantés près de 200 ans plus tard sur la Côte ouest. En raison de cet historique, il existe au Québec une sorte d'utopie des origines, qui voudrait que les Québécois soient un peuple au métissage abouti, sinon assumé, issu de l'amalgame des cultures autochtones et européennes²⁴. L'étude de l'évolution des espaces géographiques québécois révèle pourtant un portrait beaucoup plus nuancé,

24 Voir le film *L'Empreinte* de Safy Nebbou (2008).

qui s'apparente davantage à un processus « d'ex-territorialisation » de l'élément autochtone (Rivard, 2016) qu'à une mixité territoriale généralisée faisant du Québec dans son ensemble une tierce culture. L'apport historique des cultures autochtones à la culture québécoise a certes été démontré par les historiens (Delâge, 1992 ; Gélinas, 2011 ; Beaulieu et Chaffray, 2012) et est une réalité largement acceptée aujourd'hui. Cela ne veut pas pour autant dire que le Québec ait pleinement assumé la différence autochtone. Quoique relevant du gouvernement fédéral, le système des réserves – bien présent au Québec malgré l'absence de traités – n'est-il pas l'expression géographique d'une volonté toujours sensible de séparer les cultures et de contrôler les espaces de contact ? Et que dire du repoussement – symbolique, sinon réel – des Autochtones aux marges de l'espace urbain ou, à l'échelle de la province, de la marginalisation des noms de lieux autochtones au profit d'une dénomination axée sur les valeurs et l'expérience coloniale du territoire ?

En traçant un meilleur portrait de la création et de l'évolution des espaces autochtones, la géographie québécoise peut renouveler et affiner le récit historique pour réorienter le futur. Mais, tel que l'affirme Rivard, le cadrage géographique des questions autochtones n'est pas sans susciter un certain malaise au Québec, où l'identité francophone est fortement investie de l'idée d'une conquête du territoire qui, pour certains, pourrait se poursuivre dans une éventuelle souveraineté : « [R]amener “la” question autochtone à une problématique territoriale, c'est mettre le doigt sur un sujet extrêmement sensible et qui ne fait pas l'unanimité au sein de la société québécoise » (2016 : 49). L'idée d'un métissage tous azimuts qui culminerait aujourd'hui dans une identité québécoise pluri, multi ou interculturelle est remise en question par l'analyse géographique : malgré la volonté bien réelle de rencontre et d'échange entre les peuples premiers et les nouveaux arrivants, la multiplication des politiques coloniales, à partir du XIX^e siècle, se traduit par nombre de restrictions à la mobilité des Autochtones, par la sédentarisation forcée, par l'accaparement des terres (incluant celles réservées aux Premières Nations), soit autant de mesures qui construisent ensemble une géographie qui se caractérise davantage par la ségrégation que par la mixité. La structuration européenne du territoire québécois – française, anglaise puis canadienne et québécoise – a permis de maintenir la distance entre les Autochtones et les autres groupes culturels. L'émergence en force d'une visibilité sociale et territoriale autochtone aujourd'hui est la preuve de cette « réduction » (Simard, 2003). Si Simard avait pris la mesure de cette réduction en termes sociologiques, son portrait géographique n'est cependant pas encore pleinement tracé.

Un fait demeure : les Autochtones se souviennent de leurs territoires, de leurs géographies et de leur(s) histoire(s). À quand une géographie qui se souvient avec eux ? Le projet de décolonisation et réconciliation qui se déploie aujourd'hui ne peut aboutir sans une visibilité grandissante des composantes autochtones de l'espace québécois : pour revoir le récit historique, il faut aussi documenter et signifier autrement les territoires qu'occupent les cultures autochtones et non autochtones au Québec. Pareille réinscription territoriale devrait mener à d'autres récits nationaux, car l'identité, l'histoire, la mémoire et la géographie se constituent ensemble. En ramenant la production des espaces autochtones (Harris, 2002) au cœur de l'analyse du Québec, la géographie québécoise peut contribuer à baliser le passage du « Je » de l'histoire (« Je me souviens ») au « Nous » du territoire. Au Nord comme au Sud, dans les régions rurales comme urbanisées, les Autochtones se souviennent du territoire et l'ensemble des Québécois est appelé à se souvenir avec eux.



Bibliographie

- AANC (AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD CANADA) (1991) *À l'aube d'un rapprochement. Points saillants du Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones* [En ligne]. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100014597/1100100014637>
- AANC (AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD CANADA) (2011) *Autochtones en milieu urbain* [En ligne]. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100014265/1369225120949>
- AANC (AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD CANADA) (2017) *Traités et ententes* [En ligne]. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100028568/1100100028572>
- ALLARD, Michel et LEMAY, Michael (dir.) (2012) *Nunavik and Nunatsiavut: From science to policy. An integrated regional impact study (IRIS) of climate change and modernization*. Québec, ArcticNet.
- AQUIN, Hubert (1968) *Trou de mémoire*. Montréal, Le Cercle du Livre de France.
- ARK (ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK) (2016) *Tasiujaq et ses trésors. Parcs Nunavik* [En ligne]. <http://www.nunavikparks.ca/fr/experiences/tasiujaq-et-ses-tresors>
- ATLAS CANADIEN (2017) *Les Grands Lacs. Bassin versant* [En ligne]. http://www.canadiangeographic.com/atlas/themes.aspx?id=watersheds&sub=watersheds_flow_thegreatlakes&lang=Fr
- BEAULIEU, Alain et CHAFFRAY, Stéphanie (2012) *Représentation, métissage et pouvoir: la dynamique coloniale des échanges entre Autochtones, Européens et Canadiens (XVI^e-XX^e siècle)*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- BEAULIEU, Alain, GERVAIS, Stéphane et PAPILLON, Martin (dir.) (2013) *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts du Plan Nord*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- BÉDARD, Mario (2002) Une typologie du haut-lieu, ou la quadrature d'un géosymbole. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 46, n°127, p. 49-74.
- BERQUE, Augustin (2014) *La mésologie. Pourquoi et pourquoi faire?* Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest.
- BODENHAMER, David J., CORRIGAN, John et HARRIS, Trevor M. (dir.) (2015) *Deep maps and spatial narratives*. Bloomington, Indiana University Press.
- BONNEMAISON, Joël (1981) Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique*, vol. 10, n°4, p. 249-262.
- BUREAU, Martin et RENAUD, Luc (2008) *Une tente sur Mars*. Film, Québec, Société de développement des entreprises culturelles et Ottawa, Conseil des arts du Canada, 60 minutes.
- CBJNQ (CONVENTION DE LA BAIE-JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS) (1998) *Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions complémentaires*. Québec, Publications du Québec.
- CEN (CENTRE D'ÉTUDES NORDIQUES) (2017) *Bienvenue au Centre d'études nordiques* [En ligne]. <http://www.cen.ulaval.ca/>
- CHARTIER, Daniel (2007) *A bibliography on the imagined North: Arctic, winter, Antarctic = Bibliographie sur l'imaginaire du Nord: Arctique, hiver, Antarctique = Bibliografi över föreställningen om det nordliga: Arktis, vinter, Antarktis = Ritaskrá um hi-ímyrn-a nor-ur: Nor-urskauti-, veturinn, Su-urskauti-*. Montréal, Imaginaire/Nord.
- CLAMMER, John, POIRIER, Sylvie et SCHWIMMER, Eric (dir.) (2004) *Figured worlds. Ontological obstacles in inter-cultural relations*. Toronto, University of Toronto Press.
- COLLIGNON, Béatrice (1996) *Les Inuit. Ce qu'ils savent du territoire*. Paris, L'Harmattan.



- COMAT, Ioana (2014) *Se construire et s'affirmer par les lieux : un regard sur les présences autochtones à Montréal*. Québec, Université Laval, Département de géographie, thèse de doctorat non publiée.
- CORNELLIER, Robert (2013) *Retour à Hochelaga (Ka'wahse)*. Film, Montréal, Buddha Films, 52 minutes 20 secondes [En ligne]. <http://zonevideo.telequebec.tv/media/9824/retour-a-hochelaga/retour-a-hochelaga-ka-wahse>
- CORRIVEAU, Jeanne (2017) Une place pour les Autochtones sur le drapeau de Montréal. *Le Devoir*, Montréal, 14 septembre 2017 [En ligne]. <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/507877/nouveau-drapeau-montreal>
- COURVILLE, Serge (2000) *Québec. Genèses et mutations du territoire. Synthèse de géographie historique*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- CTQ (COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC) (2015) Avis d'intention concernant les noms Lac Guillaume-Delisle et Lac à l'Eau Claire. *Communiqués de presse* [En ligne]. http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/references-utiles/communiques-de-presse/20151202_avis-intention.aspx
- CTQ (COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC) (2016a) Lac Tasiujaq. *Banque de noms de lieux du Québec* [En ligne]. http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/Fiche.aspx?no_seq=405502
- CTQ (COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC) (2016b) Lac Wiyâshâkimî. *Banque de noms de lieux du Québec* [En ligne]. http://www.toponymie.gouv.qc.ca/CT/toposweb/Fiche.aspx?no_seq=405570
- CTQ (COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC) (2016c) La Commission de toponymie officialise les noms de quatre entités géographiques du Nord-du-Québec. *Communiqués de presse* [En ligne]. http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/references-utiles/communiques-de-presse/20160226_quatre-entites-geographiques-nord-quebec.aspx
- CTQ (COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC) (2017a) *Commission de toponymie du Québec* [En ligne]. <http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/>
- CTQ (COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC) (2017b) Lac Tasiujaq. *Banque de noms de lieux du Québec* [En ligne]. http://www.toponymie.gouv.qc.ca/CT/toposweb/Fiche.aspx?no_seq=245786
- CTQ (COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC) (2017c) *Promotion des noms géographiques utilisés par les Autochtones du Québec* [En ligne]. <http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/toponymie-autochtone/promotion-noms-geographiques-utilises-autochtones-quebec/>
- CVR (Commission de vérité et réconciliation du Canada) (2015) *Le rapport final de la CVR* [En ligne]. <http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/index.php?p=891>
- DELÂGE, Denys (1991) *Le pays renversé : Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est, 1600-1664*. Montréal, Boréal.
- DELÂGE, Denys (1992) L'influence des Amérindiens sur les Canadiens et les Français au temps de la Nouvelle-France. *Lekton*, vol. 2, n°2, p. 103-191.
- DESBIENS, Caroline (2008) « Une richesse qui nous appartient » : ressources, territoire et imaginaire du Nord à la baie James. Dans Daniel Chartier (dir.) *Le(s) Nord(s) imaginaire(s)*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 73-90.
- DESBIENS, Caroline (2012a) 10 idées pour le Nord : un manifeste pour la nordicité. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 56, n°159, p. 643-659.
- DESBIENS, Caroline (2015) *Puissance Nord : territoire, identité et paysages de l'hydroélectricité au Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval.



- DESBIENS, Caroline, HIRT, Irène et TAKUHIKAN, Pekuakamiulnuatsh (2014) Développement industriel et négociations territoriales au Canada: défis et enjeux d'une nouvelle forme de traité. Dans Irène Bellier (dir.) *Terres, territoires, ressources: politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*. Paris, L'Harmattan, p. 191-208.
- DEBIENS, Caroline, LÉVESQUE, Carole (2016) From forced relocation to secure belonging: Women making Native space in Quebec's urban areas. *Historical Geography*, vol. 44, p. 89-101.
- DESBIENS, Caroline, LÉVESQUE, Carole et COMAT, Ioana (2016) "Inventing new places": Urban Aboriginal visibility and the co-construction of citizenship in Val-d'Or (Québec). *City and Society*, vol. 28, n°1, p. 74-98.
- DESBIENS, Caroline et RIVARD, Étienne (2012b) Géographies autochtones: développement et confluence des territorialités – Note liminaire. *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 56, n°159, p. 559-564.
- DESBIENS, Caroline et SEPÚLVEDA, Bastien (à paraître) «La ville est territoire»: sens et symbolique des lieux autochtones à Val-d'Or. Val-d'Or, Centre d'amitié autochtone.
- DESROSIERS, Pierre et GENDRON, Daniel (2004) *État des connaissances: région du Lac Guillaume-Delisle*. Montréal, Institut culturel Avataq.
- DI MÉO, Guy et BULÉON, Pascal (dir.) (2005) *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*. Paris, Armand Colin.
- DIONNE, Jean-Claude et BERNATCHEZ, Pascal (2000) Les erratiques de dolomie sur le rivage des Escoumins, Côte Nord de l'estuaire maritime du Saint-Laurent, Québec. *Atlantic Geology*, vol. 36, n°s2-3, p. 117-129.
- DORION, Henri (1967) *Rapport de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec*. Québec, La Commission.
- DORAIS, Louis-Jacques (2008) Terre de l'ombre ou terre d'abondance? Le Nord des Inuit. Dans Daniel Chartier (dir.) *Le(s) Nord(s) imaginaire(s)*. Montréal, Imaginaire/Nord, p. 9-22.
- DOSSE, François (2003) *Paul Ricoeur, Michel de Certeau et l'Histoire: entre le dire et le faire*. Paris, Conférences de l'École nationale des chartes [En ligne]. <http://elec.enc.sorbonne.fr/conferences/dosse>
- DUHAIME, Gérard (1985) *De l'igloo au HLM: les Inuit sédentaires et l'État-providence*. Québec, Centre d'études nordiques.
- DUHAIME, Gérard, BROUSSEAU, Sébastien, GRENIER, Josianne, THERRIEN, Aude et BEAUDOIN-JOBIN, Charles (2013) Le développement du Nord et le destin du Québec. *Recherches sociographiques*, vol. 54, n°3, p. 477-511.
- ELLIS, Clyde, LASSITER, Luke E. et DUNHAM, Gary H. (2005) *Powwow*. Lincoln, University of Nebraska Press.
- ESRI (ENVIRONMENTAL SYSTEMS RESEARCH INSTITUTE) (2017) *Cartes de narration* [En ligne]. <https://storymaps.arcgis.com/fr/>
- FEIT, Harvey (1973) Ethno-ecology of the Waswanipi Cree: Or how hunters can manage their resources. Dans Bruce Cox (dir.) *Cultural ecology: Readings on the Canadian Indians and Eskimos*. Toronto, McClelland and Stewart, p. 115-125.
- GARNEAU, Michelle, VAN BELLEN, Simon, MAGNAN, Gabriel, BEAULIEU-AUDY, Véronique, LAMARRE, Alexandre et ASNONG, Hans (2014) Holocene carbon dynamics of boreal and subarctic peatlands from Québec, Canada. *Holocene*, vol. 24, n°9, p. 1043-1053.
- GÉLINAS, Claude (2011) *Indiens, Eurocanadiens et le cadre social du métissage au Saguenay-Lac-Saint-Jean, XVII^e-XX^e siècles*. Québec, Septentrion.
- GOMBAY, Nicole (2013) «Oubliez la faune et la flore et vivez par l'argent»: le Plan Nord, l'économie et le développement nordique. *Géographie, économie, société*, vol. 15, n°4, p. 327-422.



- GRACE, Sherrill (2002) *Canada and the idea of North*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1966) Typologie de l'écoumène canadien. *Mémoires de la Société royale du Canada – Tome IV: Quatrième série*, p. 41-54.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1976) *Nordicité canadienne*. Montréal, Hurtubise HMH.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1998) L'Entièreté du Québec, le cas du Nord. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 42, n°115, p. 95-110.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1999) *Passer près d'une perdrix sans la voir ou attitudes à l'égard des Autochtones*. Montréal, Université McGill, Programme d'études sur le Québec.
- HAMELIN, Louis-Edmond (2005) Le territoire du Québec, un chaînon manquant de tous les discours. *Le Devoir*, Montréal, 28 novembre 2005, p. A7.
- HANCOCK, Claire (2008) Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos « Autres ». *Annales de géographie*, vol. 2-3, n°660-661, p. 116-128.
- HARRIS, R. Cole (2002) *Making Native space: Colonialism, resistance and reserves in British Columbia*. Vancouver, University of British Columbia Press.
- HARRIS, R. Cole (2006) Le Canada et la nature : quelques réflexions à l'échelle d'un pays. *Annales de géographie*, n°649, p. 259-269.
- HAYEUR, Gaëtan (2001) *Synthèse des connaissances environnementales acquises en milieu nordique de 1970 à 2000*. Montréal, Hydro-Québec.
- HIRT, Irène et COLLIGNON, Béatrice (2017) Quand les peuples autochtones mobilisent l'espace pour réclamer justice. *Justice spatiale*, n°11. [En ligne]. <http://www.jssj.org/article/quand-les-peuples-autochtones-mobilisent-lespace-pour-reclamer-justice>
- HULAN, Renée (2002) *Northern experience and the myths of Canadian culture*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- IDLE NO MORE (2017) *Idle No More* [En ligne]. <http://www.idlenomore.ca/>
- KERMOAL, Nathalie et LÉVESQUE, Carole (2010) Repenser le rapport à la ville : pour une histoire autochtone de l'urbanité. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 23, n°1, p. 67-82.
- LACASSE, Jean-Paul (2004) *Les Innus et le territoire: Innu Tipenitamun*. Québec, Septentrion.
- LAHAIE, Maude (1998) *Enjeu D – Le Nord du Québec* [En ligne]. <http://maudelaiaieidentifier.blogspot.ca/>
- LAJEUNESSE, Patrick (2008) Early Holocene deglaciation of the eastern coast of Hudson Bay. *Geomorphology*, n°99, p. 341-352.
- LASSERRE, Frédéric (1998) *Le Canada, d'un mythe à l'autre: territoire et images du territoire*. Montréal, Hurtubise HMH.
- LAUGRAND, Frédéric (dir.) (2015) Inuit cultures, governance and cosmopolitics. *Études Inuit Studies*, vol. 38, n°1-2.
- LÉGIS QUÉBEC (2017) *Loi sur l'organisation territoriale municipale*. Québec, Publications du Québec [En ligne]. <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showDoc/cs/O-9?&digest=>
- LEMIEUX, Anne-Marie, BHIRY, Najat, DESROSIERS, Pierre (2011) The geoarchaeology and traditional knowledge of winter sod houses in eastern Hudson Bay, Canadian Low Arctic. *Geoarchaeology*, vol. 26, n°4, p. 479-500.
- LÉVESQUE, Carole (1991) *Recherche nordique en sciences sociales: liste bibliographique des travaux réalisés au Québec de 1960 à 1989*. Québec, Université Laval, Faculté des sciences sociales, Groupe d'études inuit et circumpolaires, document de travail.

- LÉVESQUE, Carole (2003) La présence des Autochtones dans les villes du Québec. Dans David Newhouse et Evelyn Peters (dir.) *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieu urbain*. Ottawa, Policy Research Initiative, p. 25-38.
- L'INITIATIVE (2015) *Présence autochtone – 25^e édition* [En ligne]. <http://linitiative.ca/news/view/2604> (site non accessible)
- MARTIN, Thibault (2003) *De la banquise au congélateur. Mondialisation et culture au Nunavik*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- MONTPETIT, Pascale (2016) Présence autochtone dans les rues de la ville: la Commission de toponymie sauvage a décidé de rebaptiser plusieurs endroits de la ville sous des noms autochtones. *Le Devoir*, Montréal, 1^{er} août 2016 [En ligne]. http://www.ledevoir.com/culture/actualites-culturelles/476770/presence-autochtone-dans-les-rues-de-la-ville?utm_campaign=Autopost&utm_medium=Social&utm_source=Facebook#link_time=1470095282
- MORANTZ, Toby (2002) *The white man's gonna getcha: The colonial challenge to the Crees in Quebec*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- MORISSET, Jean (2000) *Récits de la terre première*. Montréal, Leméac.
- MÜLLER-WILLE, Ludger (1987) *Répertoire toponymique du Nunavik (Québec, Canada)*. Montréal, Institut culturel Avataq.
- MULRENNAN, Monica (1998) Great Whale: Lessons from a Power Struggle. Dans Monica Mulrennan (dir.) *A casebook of environmental issues in Canada*. New York, Wiley and Sons.
- NEBBOU, Safy (2008) *L'Empreinte*. Film, France, Diaphana film, 95 minutes.
- NEWHOUSE, David (2003) The invisible infrastructure: Urban Aboriginal institutions and organisations. Dans David Newhouse et Evelyn Peters (dir.) *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieu urbain*. Ottawa, Policy Research Initiative, p. 243-253.
- NEWHOUSE, David et PETERS, Evelyn (dir.) (2003) *Not strangers in these parts: Urban Aboriginal peoples*. Ottawa, Policy Research Initiative.
- ONU (ORGANISATION DES NATIONS UNIES) (2007) *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* [En ligne]. http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf
- PEARCE, Margaret W. (2008) Framing the days: Place and narrative in cartography. *Cartography and Geographic Information Science*, vol. 35, n° 1, p. 17-32.
- PEARCE, Margaret W. et HERMANN, Michael James (2010) Mapping Champlain's travels: Restorative techniques for historical cartography. *Cartographica: The International Journal for Geographic Information and Geovisualization*, vol. 45, n°1, p. 32-46.
- PIENITZ, Reinhardt et COURNOYER, Laurent (2017) Circumpolar Diatom Database (CDD): A new database for use in paleolimnology and limnology. *Journal of Paleolimnology*, vol. 57, n°2, p. 213-219.
- PRÉSENCE AUTOCHTONE (2015) *Reconfiguration: paysage culture et réconciliation* [En ligne]. <http://www.presenceautochtone.ca/fr/articles/2015/reconfiguration>
- QUARTIER DES SPECTACLES MONTRÉAL (2016) *Présence autochtone: le grand rassemblement humain* [En ligne]. <http://www.quartierdesspectacles.com/fr/blogue/668/presence-autochtone-le-grand-rassemblement-humain>
- QUARTIER DES SPECTACLES MONTRÉAL (2017) *Histoire et vision du Quartier des spectacles* [En ligne]. <http://www.quartierdesspectacles.com/fr/a-propos/histoire-et-vision/>
- RAFFESTIN, Claude (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Librairie technique.

- RIVARD, Étienne (2006) *Terra nullius* ou géographie de l'absence: les géographes québécois et la question autochtone au pays. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n°141, p. 385-392.
- RIVARD, Étienne (2013) L'Approche commune ou l'irrésistible élan vers une définition interethnique de la planification territoriale? *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 43, n°1, p. 25-38.
- RIVARD, Étienne (2016) Prendre ses distances: pour une géographie de la diversité culturelle. Dans Mélanie Lanouette et Étienne Rivard (dir.) *Dire la diversité culturelle du Québec: réflexions sur fond muséal*. Québec, Presses de l'Université Laval, p. 39-50.
- RODON, Thierry (2003) *En partenariat avec l'État: les expériences de cogestion des Autochtones du Canada*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- RODON, Thierry (2013) La quête d'autonomie des Autochtones du Québec: les projets de gouvernement des Innus, des Cris d'Eeyou Istchee et du Nunavik. Dans Alain Beaulieu, Stéphane Gervais et Martin Papillon (dir.) *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts du Plan Nord*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- SALADIN D'ANGLURE, Bernard, SALADIN D'ANGLURE, Geneviève et DORAIS, Louis-Jacques (1968) *Enquête toponymique dans le Nouveau-Québec esquimau: rapport préliminaire*. Québec, La Commission de géographie de Québec.
- SALADIN D'ANGLURE, Bernard (2004) La toponymie religieuse et l'appropriation symbolique du territoire par les Inuit du Nunavik et du Nunavut. *Études Inuit Studies*, vol. 28, n°2, p. 107-131.
- SALÉE, Daniel et LÉVESQUE, Carole (2016) The politics of Indigenous peoples – settler relations in Quebec: Economic development and the limits of intercultural dialogue and reconciliation. *American Indian Culture and Research Journal*, vol. 40, n°2, p. 31-50.
- SALISBURY, Richard (1986) *A Homeland for the Cree: Regional development in James Bay, 1971-1981*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- SCOTT, Colin (1996) Science for the West, myth for the rest: The case of James Bay Cree knowledge construction. Dans Laura Nader (dir.) *Naked science: Anthropological inquiries into boundaries, power and knowledge*. New York et Londres, Routledge, p. 69-86.
- SIMARD, Jean-Jacques (2003) *La réduction. L'Autochtone inventé et les Amérindiens d'aujourd'hui*. Québec, Éditions du Septentrion.
- STATISTIQUE CANADA (2008) *Composantes de l'écoumène et du non écoumène* [En ligne]. <http://www.statcan.gc.ca/pub/92f0138m/2008003/figures/5200008-fra.htm>
- VIVIAN, Geoff (2014) Scientists debunk Clearwater Lakes formation theory. *Phys.org*, 31 octobre 2014 [En ligne]. <http://phys.org/news/2014-10-scientists-debunk-clearwater-lakes-formation.html>
- WENZEL, George W. (1991) *Animal rights, human rights: Ecology, economy and ideology in the Canadian Arctic*. Toronto, University of Toronto Press.